

Handwritten text in Georgian script at the top of the page.

ბიბლიოთეკის
ნომერი 309

V. TCHERKÉSOFF

1947
E_№ 309

LA GÉORGIE

SES TRADITIONS ET SES DROITS POLITIQUES

EXTRAIT DE LA REVUE DE PARIS DU 1^{er} OCTOBRE 1919

PARIS
IMPRIMERIE L. POCHY

52, RUE DU CHATEAU, 52

1919

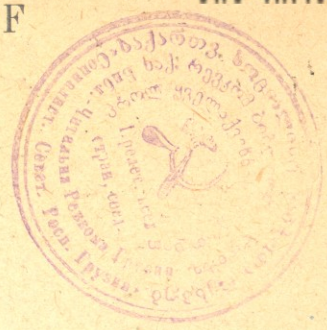
1244

9(47:992)

20930m



V. TCHERKÉSOFF



[504]

LA GÉORGIE

SES TRADITIONS ET SES DROITS POLITIQUES

[1947 / 309]

EXTRAIT DE LA REVUE DE PARIS DU 1^{er} OCTOBRE 1919



PARIS
IMPRIMERIE L. POCHY
— 52, RUE DU CHATEAU, 52

—
1919



LA GÉORGIE

SES TRADITIONS ET SES DROITS POLITIQUES

I

Parmi les délégations étrangères, présentes à Paris, se trouve celle de la Géorgie. Cette délégation a été envoyée par le gouvernement de la république géorgienne pour plaider devant la Conférence le droit de la Géorgie à être reconnue comme État indépendant et à être admise dans la Société des Nations.

En droit international, la Géorgie possède un droit incontestable à son indépendance, parce que, s'étant alliée librement, par un traité de protectorat, avec l'empire des tsars, elle s'est vue obligée, lors de l'effondrement de cet empire, à reprendre son existence séparée. Par la constitution et l'organisation de sa vie sociale et politique qu'elle a su créer pendant son année d'existence libre, elle s'est montrée digne d'être reçue dans la grande famille des nations civilisées et démocratiques.

La génération actuelle du monde civilisé connaît la Géorgie comme une province de l'empire russe. Même les Russes d'éducation et de prétention politique ont à peine quelques notions de l'histoire, de l'ethnographie et de la civilisation

nationale de la Géorgie et de sa position juridique dans l'empire. On sait seulement que la Géorgie, la Colchide, de l'antiquité, occupe le versant sud de la chaîne du Haut-Caucase, que le pays est un des plus pittoresques, des plus riches et des plus fertiles de l'Europe et de l'Asie Mineure.

« C'est en raison de sa valeur économique, et parce qu'il sert de base à notre conquête de l'Asie Mineure et de la Perse, disent les hommes d'État russes, que nous refusons d'abandonner ce pays. » Les militaristes russes ajoutent : « La Géorgie, en 1829, 1855 et 1877 contre la Turquie, en 1914-1917 contre l'Allemagne, a fourni les meilleurs soldats de l'armée russe. » Enfin, les révolutionnaires concluent : « Elle nous a donné les combattants les plus hardis dans la lutte pour l'émancipation politique : nous ne consentirons jamais à sa séparation et ne reconnâtrons pas son indépendance. »

Mais ces représentants de l'impérialisme russe oublient que les Alliés s'inspirent de considérations plus élevées : celles du droit international, des traités et des principes de liberté des peuples et de la démocratie.

Les délégués géorgiens sont venus pour rappeler à l'opinion publique européenne que la république géorgienne est, en droit et en fait, l'héritière du royaume de Géorgie. Par un traité de protectorat signé en 1783, Catherine de Russie s'était engagée pour elle et ses successeurs, à maintenir strictement l'autonomie de la Géorgie. Mais une fois l'empire effondré, [et, quand à la place d'un tsar s'érigea un gouvernement républicain, celui-ci ne pensa même pas à notifier à la Géorgie si la Russie républicaine comptait observer le traité ou non. Quand ce gouvernement disparut à son tour et que le mouvement bolchéviste morcela l'empire en une douzaine de républiques, la Géorgie, voyant l'autre partie contractante du traité disparue, d'accord avec le droit international, reprit sa pleine liberté d'action et proclama son indépendance.

Elle créa rapidement son organisation politique, économique et sociale d'après les principes démocratiques les plus avancés. Son territoire fut le seul, dans l'ancien empire des tsars, où régnèrent la paix et la tranquillité. Comme base de cette organisation sociale, on a adopté le suffrage universel des deux sexes, la représentation des minorités nationales, la

liberté de religion, de parole, d'association, la séparation de l'Église et de l'État, l'instruction obligatoire gratuite et laïque, l'autonomie municipale et provinciale. Toutes ces réformes ont été introduites sans la moindre difficulté et avec le consentement de toutes les classes. Cette capacité du peuple géorgien à ressaisir et à organiser sa vie nationale est le résultat d'une longue existence indépendante, pleine de combats pour la liberté. L'initiative géorgienne, étouffée pendant tout un siècle par le despotisme russe, aussitôt libérée, s'est, tout de suite, adaptée au nouvel ordre et s'est manifestée par un travail fécond d'organisation politique et sociale.

II

Le Caucase, y compris la Géorgie, est un vieux foyer d'évolution de la culture humaine. Là, plus qu'ailleurs, on constate dans les traditions, dans les légendes comme dans les coutumes et les langues des différents groupes ethniques, des traces de civilisations différentes — depuis les Ourartou et les Hittites, des Babyloniens et des Assyriens jusqu'à celle de nos jours. Dans la langue géorgienne moderne on trouve beaucoup de mots employés dans les inscriptions cunéiformes et la philologie commence de plus en plus à considérer la langue géorgienne comme la clef du déchiffrement des inscriptions accado-babyloniennes. La première mention historique de la Géorgie est faite chez les Grecs, dans leur légende des Argonautes qui en Colchide (Géorgie), en un lieu dit Sarsapan (Charapan) sur la rivière du Phase (Rion), allèrent chercher la Toison d'Or.

Toutes les fois qu'on parle du Caucase, on mentionne le nombre extraordinaire de langues et de groupes ethniques qui s'y superposent. Mais cela n'est vrai que des régions de hautes montagnes. Le territoire situé entre la mer Noire, de Touapse jusqu'à Trébizonde, protégé au Nord par la chaîne du Haut-Caucase, avec une frontière qui va de Trébizonde jusqu'à l'est de Tiflis, territoire de 81 210 kilomètres carrés, est habité par une population *homogène* de trois millions et

de Géorgiens, qui parlent partout la même langue, où subsistent deux dialectes locaux, le svanète et le mingrélien. Non seulement par la langue, mais aussi par les coutumes et par le type physique, la population d'origine forme une unité ethnique et nationale.

La Géorgie fut convertie au christianisme au commencement du iv^e siècle. Même dans les endroits où l'islamisme fut imposé, elle est riche en monuments historiques chrétiens ; le nombre d'églises et de ruines des monastères et des chapelles témoigne d'une foi ardente. L'architecture de ces églises, qui datent des vii^e, ix^e et xi^e siècles, atteste l'influence byzantine ; la même inspiration est visible dans les fresques et décorations des églises qu'on a pu sauver de la barbarie jalouse du clergé russe orthodoxe. La jeunesse géorgienne était envoyée à Byzance ou à Athènes ; des pèlerinages étaient faits à Jérusalem, où des monastères géorgiens furent créés — plus de dix, comme l'a constaté Dowling¹. Il y avait des monastères géorgiens même au Sinaï et dans les Balkans : celui du mont Athos en est un des plus riches et des plus fameux.

Peuple toujours guerrier, les Géorgiens ne se contentèrent pas de fonder des établissements religieux, mais prirent une part très active dans la lutte contre les musulmans. Tels furent leurs succès et le respect des musulmans, qu'au x^e siècle ils furent les seuls à avoir le droit d'entrer à Jérusalem avec leur drapeau national déployé.

Leur élan vers la civilisation gréco-byzantine fut plusieurs fois interrompu par les invasions des musulmans voisins. En 643, les Arabes conquièrent la Géorgie, qui ne réussit à se libérer que vers le viii^e siècle. A peine débarrassée des Arabes, elle fut envahie par les Turcs qui détruisirent sa capitale, Tiflis. Mais, depuis le milieu du x^e siècle, surtout sous le règne du roi David, le Restaurateur (1089-1125), la Géorgie non seulement redevint libre et indépendante, mais, durant deux siècles, fut un état puissant qui domina, de Trébizonde jusqu'aux bords de la mer Caspienne, toute la Transcaucasie.

Au cours de cette période, surtout pendant le règne de la

1. *History of the Georgian Church*, by Archdeacon Dowling.

célèbre reine Tamara (1184-1212), la vie politique et intellectuelle prospéra. Platon, Aristote et les néo-platoniciens furent traduits en géorgien. Le grand poète Shota Roustaveli¹, auteur du poème *l'Homme à la peau de léopard*, vécut à cette époque. Actuellement encore, ce poème est connu de tous les Géorgiens et cité dans leur vie quotidienne. Les meilleures églises et les plus beaux monuments datent de ce temps.

Kirakos, l'historien arménien du XIII^e siècle, dit que : « Tamara faisait un traité de paix avec le Sultan de Damas., depuis ce temps le Sultan a traité les chrétiens d'une façon plus humaine..., les impôts sur les monastères sont diminués..., le pillage des pèlerins en route pour Jérusalem était défendu, surtout s'ils étaient géorgiens..., ils étaient libres d'impôts dans l'empire des Sultans et à Jérusalem où Tamara était tenu en grande estime. »

Dositheus, le patriarche de Jérusalem dit : « Les pieux rois d'Ivérie (Géorgie) ont toujours été les administrateurs et protecteurs du Saint Sépulcre et autres places sacrées... »

D'après l'historien Ibn Shaddana, la reine Tamara offrait à Saladin 200 000 dinars pour la Croix, et en 1187 demanda que les monastères pris aux géorgiens leur soient rendus.

Cette dévotion active des Géorgiens leur gagna l'admiration et le respect des chrétiens de l'époque.

« Les Géorgiens, dit l'historien arménien Sanout, sont un peuple très guerrier et courageux dans la bataille. Ils ont des châteaux très fortifiés, une grande et puissante armée qui a causé beaucoup de pertes aux Sarrasins, aux Persans, Mèdes et Assyriens... Les Géorgiens seuls avaient le droit d'entrer à Jérusalem avec les drapeaux déployés, sans payer de tribut. Les Sarrasins n'osaient pas les insulter... »

1. Traduit en anglais, par miss Marjory Wardrop ; partiellement, en allemand, par Leist ; en russe, par Chubinoff et par Balmont ; en français par A. Borin (1885).

Pour plus de détails sur la littérature et l'histoire de la Géorgie, consulter les œuvres classiques de Brosset, qui a consacré sa vie aux études de la Géorgie et du Caucase. « Histoire de la Géorgie », 3 vol., 1849-1858. « Rapports sur un voyage archéologique dans la Géorgie et dans l'Arménie », 3 vol., 1849-1858, etc. En souvenir de ce grand savant français, une des rues de Tiflis, la capitale de la Géorgie, porte son nom.

Mais en 1224, les hordes tartares et mongoles, sous Gengio-Khan, dévastèrent le pays. Quand, en 1318, le roi George VI réussit à les expulser de son royaume, la nation avec ardeur se mit à l'œuvre de reconstruction. Mais, quarante ans plus tard, les Mongols envahirent de nouveau la Géorgie, qui offrit une barrière infranchissable au flot des barbares et sauva l'Europe d'une catastrophe. En 1395, la Géorgie chassa finalement les Mongols et étendit ses frontières jusqu'à la Perse. Il serait équitable et juste que l'Europe se souvînt, en 1919, du service que la Géorgie lui rendit, il y a plusieurs siècles, en sacrifiant, au profit des civilisations occidentales, les meilleurs de ses enfants.

Pendant ces années tourmentées, la Géorgie avait gardé, intacte, la religion chrétienne et n'avait pas cessé d'entretenir des relations directes avec Byzance. La prise de Constantinople par les Turcs, en 1453, fut désastreuse pour la Géorgie. Tous ses liens avec les pays de civilisation chrétienne furent rompus. La lutte héroïque contre le monde musulman provoqua, pendant plusieurs siècles, la plus vive admiration en Europe, mais aucun secours ne pouvait lui être envoyé. Les Turcs envahirent les provinces de Lazistan et d'Atchara et commencèrent à convertir, par force, les habitants. La résistance y continua trois siècles ; plus de la moitié de la population périt ; le reste, surtout la jeunesse, dut adopter l'Islam ; mais les populations du Lazistan et de l'Atchara conservèrent, jusqu'à nos jours, la langue et les caractéristiques nationales géorgiennes.

Quoique la situation fût tragique, la Géorgie continua avoir des relations avec l'Europe. Au xvii^e siècle, au temps du pape Urbain VIII, on publia à Rome le premier dictionnaire géorgien-italien. Vers le commencement du xviii^e siècle, le célèbre auteur géorgien Saba Orbeliani¹ fit un voyage en Italie et en France, afin de chercher de l'aide pour son pays. Mais l'Europe était occupée à ses propres affaires et la Turquie était toute-puissante.

1. Son ouvrage, *la Sagesse dans les mensonges*, a été traduit en anglais, par O. Wardrop.

III

La dernière tentative d'alliance, avec l'un ou l'autre des pays de l'Europe occidentale, contre la Turquie, fut faite dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, quand l'empereur d'Autriche Joseph II se trouva en guerre avec les Turcs ; mais, lui aussi, ne put promettre à la Géorgie une aide effective. C'est alors seulement que les Géorgiens envisagèrent la possibilité de s'adresser à la Russie qui commençait à s'étendre vers la mer Noire. La religion russe était, à peu de chose près, la même que celle de la Géorgie ; mais on n'était pas sans se méfier de l'empire des Romanof. Cerné par les Turcs et les Persans ; le roi Iracli II déploya un courage héroïque dans cette lutte suprême, qui ne manqua pas d'être admirée en Europe. On en trouva les preuves dans la correspondance de Catherine II et de Frédéric II ; Lessing en parle dans son drame de *Minna von Barnhelm*. Mais, malgré ses succès, Iracli II comprit que son pays ne pouvait pas continuer à lui seul cette lutte inégale. Il envoya son ambassadeur, le prince Soulkhan, pour entamer des pourparlers avec Potemkin, le commandant de l'armée russe dans le Caucase du Nord. Dans son rapport à l'impératrice Catherine II, Potemkin relate qu'il a reçu la visite de l'ambassadeur géorgien « qui parle le français si bien qu'on ne peut pas s'imaginer que c'est un homme venu d'Asie ».

En 1783, le traité d'alliance fut conclu. La Russie s'engagea à considérer tous les ennemis de la Géorgie comme les siens ; à maintenir l'autonomie complète dans le gouvernement intérieur, la justice, les finances, l'Église ; à joindre à la Géorgie, *et non pas à la Russie*, les anciennes provinces géorgiennes qui seraient reconquises sur les Turcs et les Persans par les armées russes et géorgiennes alliées.

Enfin il était déclaré que, si dans le traité quelque changement ou addition devenait nécessaire, cela ne pourrait se faire qu'avec le consentement des deux parties contractantes. Ce traité fut ratifié par Catherine II et Iracli II ; on en trouve le texte dans la *Collection complète des lois de l'Empire*, vol. XXI, p. 1013-1017, n^o 15835.



Malgré ses engagements formels, quand le monde musulman, irrité par ce traité, attaqua la Géorgie, la Russie ne lui envoya aucun secours : en conséquence de quoi, le Shah de Perse Agha-Mahmed-Khan, en 1795, envahit la Géorgie, Tiflis fut saccagée et les provinces centrales dévastées.

Cette violation du traité fut bientôt suivie par d'autres violations encore. Le manifeste de l'empereur Paul I^{er}, en 1800, proclama la Géorgie « incorporée » à l'empire russe, bien qu'il garantît, en même temps, « par sa parole impériale », pour lui et ses successeurs, les droits du traité. L'année suivante, Alexandre I^{er}, dans son manifeste du 12 septembre 1801 dit qu'à son avènement au trône il avait trouvé la Géorgie, annexée à l'empire. Les Géorgiens protestèrent aussitôt : de 1801, jusqu'à 1812, il y eut des résistances à main armée en maints endroits ; beaucoup de Géorgiens patriotes furent déportés en Sibérie, entre autres deux grands oncles de l'auteur de ces lignes.

Depuis cette époque, se continua un régime d'oppression et de violation systématique de tous les droits géorgiens : comment la petite Géorgie eût-elle pu résister avec succès à la puissance formidable de l'énorme Russie ? Pour connaître l'état auquel la vie nationale avait été, peu à peu, réduite, il suffit de se reporter au texte de la Pétition Nationale géorgienne à la Conférence de la Haye, en 1907 :

Le gouvernement suprême (Géorgien) électif fut aboli, peu à peu, et, à sa place, un ordre bureaucratique et militaire russe fut imposé ; actuellement, dans toute la haute administration et dans le Conseil du vice-roi, il n'existe qu'un seul employé géorgien : c'est l'interprète.

Pendant les dernières cinquante années, la langue géorgienne a été supprimée dans les tribunaux, et la justice est rendue, aujourd'hui, dans la langue russe, qui n'est comprise ni des paysans, ni des ouvriers, en fait, ceux-ci sont privés du droit le plus sacré du citoyen.

La langue géorgienne est bannie de tous les établissements du gouvernement et même de l'administration rurale, des écoles, et, en partie, des églises.

Notre système militaire national, garanti par le traité, a été remplacé par le service obligatoire militaire russe et notre jeunesse est, en majeure partie, envoyée dans le nord de la Russie et en Sibérie. Les statistiques militaires constatent que 47 p. 100 des soldats géorgiens meurent ou tombent malades, victimes de la rigueur du climat.



La politique de russification forcée a eu pour conséquence la ruine économique de notre nation.

Notre Église autocéphale, une des plus anciennes du monde chrétien, a été privée de son indépendance et de ses biens, par un simple ordre administratif.

Nos monuments historiques et nos cathédrales, beaux spécimens de l'architecture du moyen âge, tombent en ruines et souvent même sont détruits par les ecclésiastiques russes ; nous n'avons pas les moyens de les restaurer, car les revenus des biens de notre Église (évalués à 2 500 000 roubles par an) sont saisis par le gouvernement impérial.

Toutes les terres du domaine public géorgien ont été déclarées, par le gouvernement impérial, biens de l'État russe. Sur ces terres, beaucoup de villages de colons de nationalité russe, ou d'autres nationalités, ont été créés par ordre du même gouvernement. A chacun de ces colons ont été alloués de 15 à 20 hectares et même jusqu'à 50 hectares, tandis que le paysan géorgien, dans notre pays de petite culture, ne possède, en moyenne, que de 1 à 2 hectares. De ces terres, converties en biens de l'État russe, rien n'est donné aux paysans géorgiens. Dans beaucoup de provinces géorgiennes, surtout dans les provinces maritimes, il est même défendu, par ordre du gouvernement de Pétersbourg, de vendre la terre aux Géorgiens. Ainsi, une vraie « disette des terres » est créée en Géorgie, surtout dans les provinces occidentales, où le prix de l'hectare monte jusqu'à 2 500 et 5 000 francs, et où nos paysans sont obligés d'acheter la terre par mètres carrés.

IV

Il n'est pas étonnant que, dans un tel état de choses, les Géorgiens aient pris toujours une part active au mouvement réformiste et révolutionnaire en Russie.

Les Géorgiens ont occupé une place et joué un rôle important dans tous les mouvements de libération, depuis la formation du groupe Tchernychevski, en 1860, jusqu'à la révolution de mars 1917.

La nation géorgienne alors ne doutait pas que ses droits, garantis par le traité de 1783, ne fussent, de nouveau, pleinement reconnus par le gouvernement russe républicain. Malheureusement, ni le ministère du prince Lwoff, ni celui de Kerensky ne montrèrent, à aucun moment, la moindre intention d'agir en ce sens et de penser aux obligations bilatérales stipulées dans le traité entre la Russie et la Géorgie.

Non seulement, ils ne déclarèrent pas qu'ils voulaient réparer l'injustice commise envers la Géorgie, mais quand, au mois de mai 1917, le clergé géorgien, soutenu par la nation, rétablit l'indépendance de l'Église géorgienne, le gouvernement « républicain » de Pétrograd essaya, par tous les moyens, d'empêcher cette juste réparation. Lors des élections à la Constituante, chaque province de Russie eut sa propre représentation, mais la Géorgie fut incorporée dans une vaste circonscription comprenant toute la Transcaucasie. Le vote national de la Géorgie fut submergé sous celui de sept millions d'habitants de différentes nationalités, auquel s'ajoutait celui de cinq cent mille soldats russes du front du Caucase. Cette disposition avait été spécialement prise pour faire disparaître la dénomination politique de « Géorgie ». On en eut la preuve quand le gouvernement russe refusa d'écouter les protestations géorgiennes. En présence des difficultés du moment et de la nécessité de continuer la guerre contre l'Allemagne, les Géorgiens n'insistèrent pas ; et même, par tous les moyens en leur pouvoir, ils aidèrent le Gouvernement Provisoire dans sa lutte contre les Bolchévistes qui commençaient à désorganiser l'armée et à briser l'unité politique révolutionnaire.

Quand l'armée abandonna le front du Caucase, vendant ses munitions et ses provisions à l'ennemi, menaçant de piller et de saccager le pays, et que les Bolchévistes s'emparèrent du gouvernement central à Pétrograd, les hommes politiques géorgiens, ne voulant pas se soumettre à eux, prirent l'initiative d'organiser, d'accord avec les Arméniens et les Tartares, la *République indépendante de Transcaucasie*. Les Bolchévistes venaient d'entamer des pourparlers avec l'Allemagne ; ils invitèrent les Géorgiens à participer aux travaux de Brest-Litowsk. Ceux-ci refusèrent de prendre part à cet acte de trahison envers les Alliés. Pour se venger, les Bolchévistes cédèrent à la Turquie deux provinces géorgiennes, celles de Batoum et d'Ardagha. La république transcaucasienne essaya de résister aux Turcs. Mais les forces combattantes de la Géorgie étaient épuisées. Au commencement de la guerre européenne, cette petite nation avait donné presque deux cent mille soldats à l'armée russe ; et ces hommes, au lieu de pouvoir se battre contre l'ennemi héréditaire, les Turcs,

avaient été envoyés sur le front occidental : ce furent les divisions géorgiennes surtout qui, à deux reprises, repoussèrent les attaques furieuses des Allemands contre Varsovie. Aussi, les soldats géorgiens ont-ils toujours été hautement appréciés de leurs camarades russes. Comme le disait le grand-duc Nicolas, commandant en chef du front occidental, au député géorgien Guélovani : « Si, pendant le combat, j'ai cinq ou six Géorgiens par compagnie, je suis tranquille. » De ces guerriers, très peu revinrent des champs de Pologne et de Galicie. Et quand les Turcs commencèrent à envahir le territoire géorgien, sa jeune armée de volontaires enthousiastes ne put pas tenir contre les forces régulières turques. L'unité de la république transcaucasienne, pour moitié musulmane, devint impossible ; la différence de civilisation, de religion et d'aspirations nationales força la Géorgie à reprendre son existence indépendante.

V

Pendant la révolution de 1917, la tradition nationale avait reconquis toute sa puissance : le clergé, soutenu par la nation, avait rétabli l'indépendance de l'Église ; dès le mois de novembre 1917, la noblesse qui, en tant que classe, possédait des propriétés territoriales, des banques, des chemins de fer, des écoles supérieures, etc., d'une valeur de quarante millions de roubles, offrit tous ses biens en don à la nation, lors de la première Assemblée Nationale.

Mais, malgré le retour à l'unité des diverses classes de la nation, l'avance des forces turques mit l'existence du pays en extrême danger. A ce moment critique, les Allemands apparurent, sous figure de « sauveurs », et offrirent de servir d'intermédiaires entre les belligérants. Quoique les Géorgiens n'eussent aucune illusion sur cette amitié subite et hypocrite, ils durent accepter une protection forcée qu'il leur fallut, cela va sans dire, payer de « concessions » onéreuses.

Délivrée de la menace turque, la Géorgie s'adonna aussitôt au travail de reconstruction. L'Assemblée Nationale, dont le nombre des députés avait été doublé, devint le *Parlement*

Provisoire qui, le 26 mai 1918, à l'unanimité, proclama l'indépendance de la Géorgie et en fit une république démocratique, neutre dans tous les conflits européens. Elle proclama l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de nationalité ni de religion.

Le premier ministre Jordani, dans son discours d'ouverture du Parlement, disait :

Nous voulons entretenir des relations amicales avec les nationalités qui habitent notre territoire; surtout, nous aurons des égards pour la grande tragédie du peuple arménien, dont une partie se trouve sur notre territoire. Les Géorgiens de notre génération se souviendront de nos anciennes traditions; et les Arméniens retrouveront chez nous la protection dont ils jouissaient sous les rois géorgiens.

Le Parlement géorgien introduisit encore les réformes suivantes: abolition de la distinction des classes sociales; liberté de conscience, de parole, d'association; séparation de l'État et de l'Église; suffrage universel des hommes et des femmes; représentation proportionnelle des minorités nationales; instruction obligatoire et gratuite; journée de huit heures. On commença la réforme agraire; les mines, les forêts et la houille blanche furent nationalisées. Une université, refusée par le gouvernement russe pendant un demi-siècle, fut créée immédiatement, où accoururent les professeurs géorgiens dispersés dans les universités russes; elle compte, dès à présent, trente-cinq professeurs et mille étudiants. L'université populaire géorgienne, qui existait déjà à Tiflis, a été réorganisée, et ses vingt-cinq succursales locales sont visitées tour à tour, par les professeurs de celle de Tiflis.

L'organisation de la vie sociale et intellectuelle ne présenta pas trop de difficultés. Il existait déjà à Tiflis une Société littéraire avec trente-cinq branches et vingt mille membres; elle a surtout pour but de distribuer la littérature populaire parmi les paysans et d'établir des écoles. La Société de Charité, avec vingt-quatre branches a, pendant la guerre, aidé les familles des soldats et les pauvres; la Société d'Agriculture, la Société d'Histoire et d'Ethnographie, la Société de Géographie, la Société des Journalistes, la Société des Instituteurs, la Société des Artistes géorgiens, la Société géorgienne de



Techniciens, la Société des Ingénieurs de Mines, la Société des Pharmaciens, la Société des Médecins et Naturalistes sont toutes des organismes déjà existant depuis plusieurs années et en pleine activité.

Le mouvement coopératif est très développé, surtout dans les villages. On compte plus de cinq cents coopératives parmi lesquelles des coopératives de production : 85 p. 100 des paysans sont organisés en coopératives.

La littérature nationale et la presse ont toujours été très riches ; il existe environ vingt-quatre quotidiens et hebdomadaires. A présent, les Géorgiens publient, à Tiflis, une revue bi-mensuelle en français et un hebdomadaire en anglais. Il se publie par an trois cent cinquante ouvrages environ, qui forment un stock d'un demi-million d'exemplaires. Les 90 p. 100 de la population savent lire et écrire et le peuple est très avide de s'instruire. Parmi les écoles, il y en a deux d'un caractère tout à fait spécial et dues à l'initiative privée. Celle de Tsinamgvari, fondée par un Géorgien, dans sa propriété, est une école agricole, qui, malgré les obstacles apportés à son développement par le gouvernement russe, a infiniment contribué à l'instruction technique des écoliers paysans. Une autre, à Avlevi, œuvre, elle aussi, d'un Géorgien qui a voué sa fortune et sa vie à créer, dans son village, un vrai foyer de civilisation moderne pour les paysans, — ateliers, machines, installations d'électricité, — afin d'enseigner aux écoliers, par la théorie et la pratique, les métiers modernes. Une bonne bibliothèque, un grand magasin coopératif, un orchestre d'écoliers, un théâtre unissent toute la population locale dans cette œuvre d'éducation populaire.

Nous n'insisterons pas ici sur les richesses naturelles du pays. Le monde industriel et commercial les connaît. Pour les développer, la Géorgie aura besoin de la coopération des pays les plus avancés. Mais pour être capable de les mettre en valeur, et de se vouer à cette tâche de reconstruction économique, elle doit être, avant tout, rassurée sur son sort politique. A cet effet, le gouvernement géorgien a envoyé, à Paris, une délégation officielle pour attirer l'attention de l'Europe sur les droits politiques de la Géorgie et sur l'organisation politique et sociale déjà réalisée pendant la première année

de son existence séparée. Cette organisation est en effet la preuve et la garantie de sa viabilité.

La jeune république demande, aujourd'hui, aux Alliés de reconnaître son indépendance et de l'admettre dans la Société des Nations. Elle compte d'autant plus sur cette reconnaissance que dès 1855, pendant la guerre de Crimée, la France, l'Angleterre et leur alliée, la Turquie, promirent à la Géorgie, si elle voulait s'abstenir de toute aide à la Russie, de rétablir son indépendance. Comme l'écrivait, le 25 novembre 1855, le comte Meffroy, représentant de la France : « Nous vous apportons l'indépendance ; l'Europe veut que vous entriez dans la grande famille des nations civilisées. »

La Géorgie, pourtant, resta fidèle au traité qu'elle avait conclu avec la Russie. Aujourd'hui, entièrement libérée de ses engagements antérieurs, par l'effondrement de l'empire des Romanof, la nation géorgienne revendique le droit politique et moral de reprendre sa place historique parmi les nations indépendantes.



1947

